

# **Boukharine au V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste**

## **(juin-juillet 1924)**

Quatre contributions selon *La Correspondance Internationale*

### **Première contribution**

**Notice** : Extrait de *La Correspondance Internationale*, 1924, n°41, 4 juillet, numéro spécial V<sup>e</sup> congrès de l'IC, p. 429 (9<sup>e</sup> séance, débat sur la tactique, 23 juin 1924). Version abrégée.

WH 1043 ( ?)

## **V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste**

*9<sup>e</sup> séance, 23 juin 1924*

### **Débat sur la tactique**

(Intervention de Boukharine sur la question allemande)

**Boukharine**, ovationné par le congrès, prend ensuite la parole.

On s'est demandé ici s'il existe ou non une question allemande. On peut aussi bien répondre oui et non. La question allemande existe dans la même mesure qu'il y a des questions de toutes les autres sections de l'Internationale : toutes les sections ont leurs questions d'organisation, leurs problèmes à résoudre. Dans un autre sens, la question allemande n'existe pas. La conjoncture politique du moment n'est plus aussi aigüe qu'en octobre, et la crise du Parti est, semble-t-il, résolue.

Quelques camarades ont demandé: Si nous avons des tendances social-démocrates, pourquoi ne nous exclut-on pas? Le fait que nous n'excluons pas ces camarades montre que nous ne sommes pas aussi méchants qu'on le prétend. C'est qu'il faut distinguer entre les véritables social-démocrates et les tendances social-démocrates. Ces dernières, dans une situation critique, peuvent devenir très dangereuses, et notre devoir est de les étouffer dans l'œuf. Si nous les combattons si violemment, c'est justement parce que l'expérience a montré en Allemagne leur danger.

Je crois cependant que nous sommes maintenant assez grands pour ne plus

rechercher si quelqu'un est de la droite ou de la gauche. Ce qu'il nous faut, c'est trouver une politique juste. Dans une certaine situation, la politique de gauche peut être nuisible, dans une autre seule la politique de gauche est révolutionnaire. Selon les cas, il faut s'orienter soit à gauche, soit à droite.

Venons au fait. Les deux principaux problèmes qui se posent à nous sont ceux du front unique et du gouvernement ouvrier, en corrélation avec l'expérience saxonne. Radek a raconté que des camarades, qu'il ne nomme pas, ont hésité à plusieurs reprises dans la question du front unique. J'étais du nombre. Mon point de vue primitif était erroné. Nous avons exagéré les dangers du front unique, sans voir assez ses avantages. C'est Lénine qui avait raison. Mais il a commis la faute inverse au moment de la crise Lévi.

Comment se pose maintenant le problème ? Est-il vrai qu'il est parmi nous des camarades qui souhaitent l'abandon de la tactique du front unique ? Je crois que ses camarades n'existent que dans l'imagination de Radek. Nous combattons seulement une certaine interprétation de cette tactique. Radek oppose l'union sincère des forces prolétariennes aux manœuvres de notre parti. C'est là une chose qui n'est pas juste du tout. Ce point de vue est dangereux, parce que Radek et ses partisans éloignent ainsi le moment où nos adversaires seront démasqués.

Passons maintenant au Gouvernement ouvrier. Les gouvernements ouvriers peuvent être de nature très différente. Même un gouvernement ouvrier réalisant la véritable dictature du prolétariat peut avoir des formes très variées. Je citerais comme exemple les dictatures russe et hongroise. Il est hors de doute qu'il y avait en Hongrie un gouvernement ouvrier de dictature, qu'en Russie également, lorsque les socialistes révolutionnaires de gauche siégeaient avec nous au Gouvernement, nous avons également une dictature prolétarienne. Or, tandis qu'en Hongrie cette situation a favorisé les social-démocrates, en Russie nous sommes allés plus loin, nous avons renforcé notre parti, et miné au contraire les forces de nos « alliés ». Au moment voulu, nous les avons rejetés du Gouvernement et nous avons renforcé la dictature. La faute des camarades qui ont parlé ici, consiste en ce que, au lieu de faire une politique russe, ils ont fait tout le contraire de ce qu'ils devaient faire. On a pu l'observer au moment de l'expérience saxonne. L'essentiel dans un gouvernement ouvrier consiste à aller plus loin, à développer la situation et non pas à la réfréner.

Je crois que ces conclusions, que Radek lui-même a reconnues justes, peuvent servir de point de départ pour toute notre appréciation. Radek a dit que nous avons commis deux fautes et que nous avons aussi deux leçons à tirer : premièrement nous n'avons pas réalisé le front unique par en bas, deuxièmement le Gouvernement ouvrier est destiné à périr s'il

n'existe pas d'organisation de masse du prolétariat. Ces conclusions sont absolument justes mais elles sont en opposition avec les déductions que Radek en tire.

Quelles sont les théories de tactique que Brandler a développées ici ? Il a dit : nous voulions gagner du temps pour nous préparer. Mais cela n'aurait de sens que si on avait fait quelque chose pendant ce temps. Agir est la meilleure préparation. Brandler dit : nous devons nous préparer et c'est pourquoi nous n'avons pas fait des choses telles que la préparation d'organisation de masse. Là est toute la faute. Nous ne pourrions jamais oublier les discours qui ont été tenus en l'honneur de "la constitution", nous ne pourrions jamais oublier que l'indemnisation de la famille royale de Saxe a été mise à l'ordre du jour. Radek dit : Cela dépend de la conjoncture parlementaire. Mais si vous êtes d'avis que la conjoncture parlementaire peut tout excuser, vous ne deviez pas être en 1913 contre le vote des crédits de guerre. Ce sont là des choses qui affectent toute l'attitude d'un parti. Le télégramme « Ignorez Muller » a été compris par Radek comme suit : « Considérez-vous vous-même comme un gouvernement ». Nous avons une situation analogue à Cronstadt en 1917. Notre Conseil de guerre [le Comité Militaire Révolutionnaire ?] avait dit : « Ignorez le général blanc Polkovnikov ». Ce mot d'ordre fut le signal de la tourmente. Mais il n'y avait pas chez nous ce mot d'ordre comme si nous étions un gouvernement légal et constitutionnel, peut être même la suite du gouvernement de Romanov.

Notre Centrale allemande, en octobre, a mené une politique qui rendait impossible le développement de la révolution. Nous ne reprochons pas à ces camarades de n'avoir pas cherché à instaurer la dictature du prolétariat, mais de ne pas avoir tout fait pour s'y préparer. Brandler dit : Nous voulions gagner du temps pour nous préparer et c'est pourquoi nous ne pouvions pas faire des expériences de socialisation. Mais c'est avec ces expériences qu'on prépare les masses et qu'on les met en mouvement.

Peut-on affirmer que nos fautes sont liées avec les fautes antérieures ? Il n'est pas douteux que la question de l'utilisation de l'Etat démocratique bourgeois, telle que Brandler l'a formulée à Konde, est en connexion avec ces fautes. Thalheimer a occupé ici une position très juste en apparence, en se prononçant pour une structure du Parti analogue à celle du Parti russe. Mais alors il est incompréhensible qu'il se plaigne que nous ayons brisé la continuité des cadres du Parti allemand. Ces cadres ne sont que des formes qui doivent être soutenues par une politique juste, sinon ils sont inexistantes. Il n'est pas douteux que le trouble intérieur du parti a joué un rôle dans la défaite d'octobre. Le fossé qui existait entre la direction et les membres avait pour cause l'opposition au rôle que Lénine avait tracé au Parti. La principale condition nécessaire pour que la Centrale du Parti puisse diriger la lutte est de jouir d'une

autorité suffisante. Ce n'était pas le cas en octobre.

Encore quelques mots sur la situation générale de l'Internationale Communiste. La crise qui a surgi au cours de l'année passée n'est pas un phénomène accidentel. Il y a une connexion entre la crise russe et les crises allemande, bulgare, française, etc. Les causes de ces crises, ont été de deux sortes. Le contact avec les couches petite-bourgeoises a eu pour conséquence la manifestation de certaines tendances petite-bourgeoises au sein de nos partis. D'autre part, nos défaites de Bulgarie, d'Allemagne etc. n'ont pas manqué d'avoir leur répercussion. Il est incontestable que cette période de crise. sera surmontée. C'est dans la lutte contre les déviations que se forment les véritables partis bolchévistes. Nous pouvons donc expliquer ces *crises* par nos défaites et, d'autre part, nous pouvons les considérer comme des crises de croissance.

Nous n'avons pas à nous plaindre des grands processus révolutionnaires qui se manifestent dans le monde. Ces processus sont d'une nature originale. Il n'est pas mauvais que le prolétariat allemand ait quelque peu modifié son tempérament. Nous pensons que c'est là un signe de santé. Marx a dit que, durant la guerre civile, le tempérament du prolétariat se transformera ; et cette transformation du prolétariat allemand est un gage de sa victoire future. (*Vifs applaudissements*).

## **Deuxième contribution**

**Notice** : texte publié dans *La Correspondance Internationale*, 1924, n°50, pp. 524-528. Version très proche de celle du *V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste* (17 juin-8 juillet 1924). *Compte rendu analytique*, 1924, édité par la Librairie de L'Humanité, pp. 158-172. La base de la traduction semble commune, mais il y a des ajouts et des omissions (nous signalons le plus dommageable pour la compréhension du propos de Boukharine).

WH 940, 991 et 1044

## **V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste**

*16<sup>e</sup> séance, 27 juin 1924*

### **Rapport sur le programme**

**Boukharine** — Nous avons assez longuement traité la question du programme aux Congrès précédents. Dans les rapports qui leur ont été soumis, les points les plus importants ont déjà été examinés. Par conséquent, je ne répéterai donc pas les propositions contenues

dans mon rapport au dans celui de Thalheimer.

Il y avait deux questions essentiellement différentes, sur lesquelles il y avait désaccord. La première est purement théorique: l'accumulation du capital, la théorie de Rosa Luxembourg. Elle est trop théorique pour se prêter à un débat dans une si nombreuse assemblée.

La deuxième question au sujet de laquelle il y avait désaccord, celle des revendications partielles et des mots d'ordre de transition, a été résolue par le IV<sup>e</sup> Congrès. Elle disparaît donc en tant que question, à moins qu'une délégation ou groupe de délégations n'élève ici sa protestation.

Je ne traiterai donc aujourd'hui que de questions nouvelles, c'est-à-dire non touchées dans les rapports antérieurs.

Thalheimer et moi, nous vous proposons, et c'est je pense, aussi l'opinion de la Commission, d'adopter à ce congrès un projet, qui n'ait pas un caractère définitif, mais serve d'objet à la discussion au sein des partis affiliés à l'Internationale Communiste.

Nous avons besoin d'un programme d'abord pour faire l'éducation idéologique de nos partis. Nous avons besoin d'un programme pour notre action politique, pour fixer les fins et les moyens de cette action et, enfin, nous en avons besoin pour démontrer et pour sceller notre unité.

Première question, notre conception du monde. Dans tous les projets que nous avons eus et qui ont été présentés au IV<sup>e</sup> Congrès mondial, il n'est pas dit un mot de la philosophie de l'I. C. et des communistes. Mais depuis lors, nous avons acquis quelque expérience, qui a fait apparaître la nécessité de traiter cette question. A l'Exécutif élargi, nous avons eu une grande discussion sur la question religieuse. Naturellement, elle a touché aussi le côté tactique, mais pas seulement le côté tactique. Elle nous a montré que nous devons préciser notre philosophie. Il y a encore d'autres cas plus subtils pour ainsi dire qui, quoique sous une forme moins brutale que la question de la religion, nous ont indiqué le danger.

En général, nous remarquons parmi les partis communistes, et encore plus dans les partis social-démocrates, particulièrement dans la social-démocratie allemande, un retour au vieil Hégélianisme, philosophie prémarxiste et idéaliste. Parmi les social-démocrates cette tendance se manifeste le plus violemment chez Cunow, surtout dans les écrits sur l'Etat, sur le rôle et la fonction de l'Etat.

Cette tendance se manifeste partiellement dans les rangs des partis communistes, où ce point de vue que j'ai qualifié de retour au vieil Hégélianisme, sans être aussi accusé que chez les social-démocrates, peut, en dépit de sa forme subtile, avoir des suites dangereuses.

Il est un autre phénomène que nous avons remarqué particulièrement dans le parti italien, quoique peut-être inconsciemment. Cette déviation idéologique du marxisme révolutionnaire pourrait être caractérisée comme un volontarisme idéaliste, en contradiction avec le marxisme. Dans le parti russe, nous avons aussi des déviations de ce genre, mais sous une autre forme, sous la forme du positivisme agnostique au lieu du matérialisme marxiste. Tout cela revient à considérer le matérialisme marxiste ouvertement ou tacitement comme périmé. Ce danger est d'autant plus grand qu'à l'heure actuelle la science bourgeoise, la philosophie et l'idéologie bourgeoises subissent un processus très marqué de désagrégation. Elles se teignent de mysticisme et peuvent par là, dans cette époque de trouble général et d'état chaotique, contaminer une partie du prolétariat. C'est pourquoi notre programme doit renfermer un paragraphe sur notre philosophie. Ce paragraphe doit être formulé d'une façon concise et précise. Nous y dirons que nous nous en tenons au marxisme matérialiste révolutionnaire. C'est une formule suffisamment élastique, mais elle est absolument nécessaire pour proclamer notre marxisme révolutionnaire et prévenir les dangers que j'ai brièvement esquissés.

Camarades, si en philosophie, nous trouvons l'influence de l'idéologie bourgeoise, nous la rencontrons encore dans nos doctrines économiques.

Je voudrais présenter au Congrès une critique de l'article du camarade Boris dans *l'Internationale*. Non pas que j'attache une importance quelconque à ses arguments, mais cet article nous révèle le danger sous sa forme la plus grossière et la plus vulgaire. Il ne s'agit pas de Boris, mais d'un phénomène symptomatique. On ne saurait regarder comme fortuit le fait qu'un organe scientifique, à la tête duquel se trouvent des gens instruits, puisse publier de telles sottises, un tel fatras social-démocrate. Ce phénomène tend plutôt à montrer qu'il y a une certaine base psychologique pour de telles discussions. L'article prouve, sous la forme la plus accusée, que la bourgeoisie et les théoriciens social-démocrates ont encore un certain pouvoir chez nous. Il est écrit de façon violente. Il contient à notre adresse des compliments variés. Ainsi j'y apparais comme un petit-bourgeois enragé, expression passablement radicale. Boris envoie au diable toute la bourgeoisie et toute la petite-bourgeoisie. Il ne veut absolument marcher avec aucun parti révolutionnaire des colonies, car ce sont des partis bourgeois. Il ne veut pas entendre parler de socialisation partielle. Il dit : « Au diable toute socialisation qui n'est pas intégrale! » Il veut tout socialiser, jusqu'à la corbeille à papier de l'Internationale. L'économie est un tout, explique-t-il, par conséquent il faut tout socialiser ou rien. Voilà qui est beaucoup plus radical que ce qu'il y a de plus radical ici. Mais sous cette apparence radicale, nous trouvons mot pour mot une théorie purement social-démocratique et

je ne comprends pas comment la rédaction de *l'Internationale* ne s'en est pas aperçue. C'est comique, mais c'est aussi dangereux.

Je vous citerai un exemple pour vous montrer de quoi il s'agit. Une des différences principales entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale consiste dans la doctrine de l'impérialisme, dans cette doctrine d'après laquelle certains grands Etats exploitent des colonies et extraient de ces colonies des profits extraordinaires, grâce auxquels ils corrompent certaines catégories de la classe ouvrière, lesquelles ainsi corrompues forment la base de la politique social-démocrate. Jusqu'à ce jour, nous croyions que cette doctrine est ce qui nous sépare surtout de la II<sup>e</sup> Internationale. Dans cette doctrine nous avons une arme solide contre la social-démocratie, une arme acérée contre la politique impérialiste de la bourgeoisie, une arme excellente pour établir une liaison entre l'Europe Occidentale et l'Amérique, entre le prolétariat industriel et les peuples coloniaux attardés. Nous avons là un trait d'union entre la révolution du prolétariat industriel et les insurrections coloniales, qui, dans la connexion ainsi établie, ne sont rien autre que des parties intégrantes de la révolution mondiale. C'est contre quoi sont dirigées les attaques théoriques et pratiques de la social-démocratie.

Et maintenant, qu'est ce que nous propose le très perspicace Boris ? Il critique comme suit mon projet de programme <sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> Le texte publié par *La CI* omet certainement le passage suivant qui se trouve dans le CR analytique publié par la Librairie de l'Humanité :

« Le salaire des ouvriers continentaux n'a pas été élevé par la bourgeoisie pour corrompre les ouvriers au moyen de profits extraordinaires, il n'y a qu'un seul profit qui est créé dans la production par le surtravail. »

Et ceci :

« On ne saurait parler de profits extraordinaires tirés des colonies. »

Et après avoir exposé notre point de vue commun :

« Et on proposera à l'Internationale communiste d'élever à la hauteur d'un programme ce non-sens visant à la conciliation entre les classes. Les thèses sont encore plus folles dans la section consacrée à la guerre et à l'après-guerre. Pour le dix-neuvième siècle, Boukharine pouvait utiliser Karl Marx, qu'il a déformé. Pour le commencement du vingtième siècle, il se sert de Hilferding, qu'il reproduit fidèlement, parce que théoriquement il est son élève. Mais il développe aussi des théories à lui et dénuées de sens sur le capitalisme d'Etat. »

Ainsi, toute la doctrine du surprofit est antimarxiste, folle, visant à la conciliation sociale, etc. Mais tout d'abord, une petite remarque. Boris dit que cette doctrine n'est pas marxiste, qu'elle est essentiellement antimarxiste : il ne saurait y avoir de surprofit, on ne peut pas, on ne doit pas parler d'exploitation d'un pays par un autre ; c'est un non-sens. Prenons un auteur qui n'est en aucune façon un petit-bourgeois enragé, le vénéré Karl Marx. Prenons ses *Théories sur la plus-value*, deuxième volume, deuxième partie :

« La théorie de Ricardo elle-même considère — ce que Say n'a pas remarqué — que trois journées de travail d'un pays peuvent être échangées contre une journée d'un autre. La loi de la valeur subit ici des

« Say dans ses remarques à la traduction de Ricardo par Constanzio n'a trouvé qu'une note juste, sur le commerce extérieur. Le profit peut être aussi le fruit de l'escroquerie, lorsque quelqu'un gagne ce que l'autre perd. La perte et le gain à l'intérieur d'un même pays, s'équivalent. Il n'en est pas de même entre différents pays. La théorie de Ricardo elle-même considère — ce que Say n'a pas remarqué — que trois journées de travail d'un pays peuvent être échangées contre une journée d'un autre. La loi de la valeur subit ici des modifications essentielles. Il y a le même rapport entre les journées de travail des différents pays que dans un même pays entre le travail qualifié compliqué et le travail non qualifié et simple. Dans ce cas, le pays le plus riche exploite le plus pauvre, même quand ce dernier gagne à l'échange, ainsi que J. S. Mill l'a exposé dans son ouvrage *Some unsettled questions* etc. »

De là on peut conclure que les conceptions du camarade Boris sont un peu plus profondes que celles d'un porc aveugle. Mais ce n'est pas pour nous le plus important. L'important est que nous voyons clairement que cette doctrine du surprofit des pays riches est bien marxiste. C'est écrit noir sur blanc par Marx. Mais Marx part ici de l'hypothèse — de l'hypothèse seulement — d'un échange pacifique entre les pays. Il ne parle pas de pillage, il ne parle pas des résultats qui découlent de la pression directe de l'appareil gouvernemental. Que devons-nous dire, si nous prenons en considération ces moyens de force ? La question serait claire et compréhensible pour un enfant. Seul le camarade Boris croit que cette doctrine est insensée.

Passons maintenant à son argumentation sur le salariat. Naturellement, si la bourgeoisie corrompt la classe ouvrière elle ne peut le faire qu'en élevant les salaires. Cela est parfaitement juste. Si vous considérez les Etats impérialistes, il est vrai que l'ouvrier perçoit son revenu sous forme de salaire. Mais là n'est pas la question. On doit se demander pourquoi ce salaire dépasse la moyenne des salaires ? On pourrait répondre : Les salaires sont plus hauts, parce que la force de travail est autre, parce que sa qualification est plus élevée. Ce serait vrai, mais il faut encore aller plus loin : d'où vient la possibilité pour ces catégories de la classe ouvrière, de transformer leur force de travail en force qualifiée ? Voilà à quoi on doit répondre. Naturellement pour le camarade Boris cette question, qui est décisive, n'existe pas.

---

modifications essentielles. Il y a le même rapport entre les journées de travail des différents pays que dans un même pays entre le travail qualifié compliqué et le travail non qualifié et simple. Dans ce cas, le pays le plus riche exploite le plus pauvre, même quand ce dernier gagne à l'échange, ainsi que J. S. Mill l'a exposé dans son ouvrage *Some unsettled questions*, etc. »

[ici on peut remarquer que c'est le CR analytique qui omet une partie de la citation de Marx...]

Le salaire de toute l'aristocratie ouvrière répond à une force de travail plus qualifiée. Mais pourquoi cette force de travail est-elle plus qualifiée ? Pourquoi cette force de travail est-elle celle de l'ouvrier qualifié et non celle du simple ouvrier ? Pourquoi ? Presque toute la classe ouvrière des pays capitalistes se trouve dans la situation d'une aristocratie par rapport aux parias de la classe ouvrière. Là est la question essentielle. La réponse est donnée par notre doctrine qui a été fondée par Marx, fécondée par Lénine, développée par Engels, qui est mentionnée dans notre programme russe. Cette question n'existe pas pour le camarade Boris. C'est le retour à la II<sup>e</sup> Internationale, rien de plus.

Sans ces prémisses, nous sommes désarmés contre l'aristocratie ouvrière, contre la corruption de la classe ouvrière contre la politique impérialiste. Nous sommes hors d'état d'expliquer théoriquement ces phénomènes essentiels. Engels, comme le savent même ceux qui n'ont pas une grande connaissance du marxisme, parle d'un prolétariat bourgeois en Angleterre. C'est probablement quelque chose d'insensé aux yeux du camarade Boris, puisqu'il ne connaît pas la littérature marxiste. On se demande comment la rédaction de *L'Internationale* n'exerce pas une certaine censure ? (*Korsch*: L'article a été publié comme matière à discussion). Camarades, il y a des choses qui ne méritent pas la discussion. Celle-là était un peu trop forte.

J'arrive à la seconde question, une des plus importantes.

Au commencement de la guerre, nous avons vu en effet des économistes bourgeois réellement frappés de folie, inventer pour justifier la guerre impérialiste la théorie de la guerre utile au progrès des forces productives. Il y a eu en effet un grand essor dans la métallurgie, dans les industries de guerre, dans l'industrie lourde, etc. ... Cet essor conduit à la diminution du chômage. Mais il fallait être bien superficiel pour ne pas remarquer que tous ces phénomènes n'étaient en réalité qu'un colossal processus de destruction de forces productives et de capital fixe. Les sottises de ces économistes bourgeois ont disparu peu de temps après le début de la guerre. Maintenant, après quelques années, le fougueux Boris, qui n'est nullement possédé ni fou, écrit ce qui suit :

« Boukharine affirme que la guerre a eu pour résultat la destruction d'une quantité extraordinaire de moyens de production. C'est le contraire qui est vrai. »

Et ailleurs:

« On ne saurait parler de destruction de forces productives du fait de la guerre. »

Comment comprendre cela ? Quand 10 millions d'hommes ont été tués, cela signifie, d'après le très perspicace Boris, que nous avons reçu un accroissement de forces productrices ?

Quand tant de wagons ont été détruits, cela signifie que nous avons reçu une augmentation des moyens de communication ? Les fabriques et les villages dévastés en Allemagne et en Belgique signifient une augmentation de forces productives ? Un homme raisonnable ne peut pas tenir ce langage. On pourrait dire que les blessures de la guerre sont partiellement guéries, mais ce n'est pas ce que dit Boris, il prétend que pendant la guerre les forces productives n'ont pas été détruites.

La troisième théorie est celle de la crise.

Nous savons tous le grand débat engagé entre nous et les social-démocrates sur la question de la crise. Nous savons que les révisionnistes avec Bernstein en tête ont tenté les premiers de démontrer que l'intégration de l'industrie et la formation de monopoles permettront au capitalisme de venir à bout des crises. Il y a différentes nuances dans cette théorie. Sous sa forme la plus grossière elle se trouve chez les révisionnistes purs, une fois les divergences entre radicaux orthodoxes avec Kautsky et ultra-révisionnistes avec Bernstein disparues, Kautsky écrit, avant la rédaction du programme de Görlitz, que nous ne devons plus faire dans la théorie du développement du système capitaliste qu'une « place modeste » à la théorie des crises. Que signifie cela ? Cela signifie que le monde capitaliste, d'après Kautsky, est revenu à plus d'harmonie. Quel est notre point de vue à nous ? Nous avons bien des fois examiné cette question et prouvé, je crois, que dans une branche de production l'anarchie peut être atténuée par le monopole, mais que les trusts, loin d'empêcher les crises, les produiront à une puissance supérieure.

Boris arrive et propose :

« Avec le développement du capitalisme s'accroît le capital constant en comparaison du capital variable, le capital constant fixe en comparaison du capital constant circulant, et tout particulièrement le capital constant fixe en comparaison du capital global. En même temps s'accroît l'esprit de suite dans la conduite de la production ».

Que signifie tout cela ? Est-ce une théorie communiste ? C'est du pur révisionnisme et de la pure social-démocratie.

Il y a encore une autre doctrine social-démocrate. Celle-là prétend que pendant la guerre et la fermentation révolutionnaire il peut se produire des cas où le prolétariat révolutionnaire, s'il veut réaliser victorieusement sa révolution, doit avoir en vue la nécessité de la continuité du processus de production. Ainsi parlent Kautsky, Hilferding, etc. ... A l'interprétation bolchévique du marxisme révolutionnaire, ils opposent : soit, nous conquérons l'appareil gouvernemental, mais nous perdons tout crédit, nous fermons les fabriques, etc. .... Pour en arriver là, nous n'avons [pas ?] besoin d'un coup d'Etat.

Naturellement, si, comme je l'ai dit grossièrement au dernier Congrès, vous employez les poteaux télégraphiques à faire des barricades, vous ne favorisez pas le développement de la production. La Révolution comme la guerre a ses frais de production : c'est la destruction provisoire des forces productives.

Boris, lui, reconstruit depuis le commencement toute la doctrine de la continuité de la production. Donnons-en, dit-il, la formule mathématique, et il la donne si bien mathématique que de la chute passagère des forces productives il fait un absolu. Puis il déclare que par conséquent Boukharine « voudrait sérieusement que le régime économique du communisme commence littéralement à zéro comme moyens de production et de consommation ». Voilà un garçon qui a de l'esprit ! Il passe à l'absolu et puis c'est ma faute. Si, par exemple, mathématiquement, historiquement ou logiquement nous transformons la bêtise relative de Boris en une bêtise absolue, nous obtenons également un beau résultat. Mais il nous suffit d'avoir à faire à sa sottise relative Qu'est-ce qu'il y a au fond de tout cela ? Une restauration de la doctrine social-démocrate, rien d'autre. Car c'est le meilleur argument entre les mains de la social-démocratie contre la révolution. Dire que la révolution ne peut être basée que sur l'accroissement des forces productives, c'est revenir à la doctrine de Kautsky.

Voyez la marche de notre raisonnement : nous avons montré que le processus de la relativité et de la transition temporaire rend absolument nécessaire la perturbation des forces productives et nous avons trouvé dans certains passages de Marx que cette modification, cet état de crise, forment la base de la révolution. La doctrine social-démocrate au contraire affirme l'impossibilité de la révolution : avant la guerre les forces productives n'étaient pas assez développées pour permettre réalisation du socialisme, pendant la guerre la révolution sociale est impossible, car les forces productrices sont troublées et après la guerre il faut attendre que ces forces se développent davantage, jusqu'à ce que survienne un nouvelle guerre et ainsi de suite, de sottise en sottise. Nous avons dans la doctrine de Boris une reproduction agrandie de cette sottise. Voyez le bouquet : négation du surprofit, négation de l'aristocratie ouvrière, la guerre source de prospérité avec justification des social-patriotes, toute une théorie des crises, la doctrine social-démocrate sur la continuité du processus de production.... Il y a là certains éléments qui ont l'air très radicaux, mais ce radicalisme cache la crotte social-démocrate. Voilà les matériaux utilisés par le super-intelligent Boris pour nous attaquer dans la question nationale, dans la question coloniale dans celle du front unique, dans celle de la socialisation, etc., etc.

Il suffit de l'exposer pour voir de quoi il retourne.

J'ai parlé longuement du camarade Boris ; je le répète, ce n'est pas que j'accorde de

l'importance à ses arguments, mais j'ai voulu montrer que des conceptions social-démocrates trouvent place dans nos rangs et que notre devoir est de protester violemment contre elles. Lorsque des choses semblables sont écrites par des camarades de la gauche, le danger est encore plus grand, car si la gauche, qui en tactique et en politique s'oriente comme il faut, se permet ces bêtises, elle compromet toute sa tendance politique. Aucune considération de sympathie n'est valable : il faut que nous nous dressions sans miséricorde contre les erreurs et que nous démasquions les camarades qui s'en rendent coupables. J'ai tant parlé de Boris parce que, grâce à la constitution particulière de son cerveau, il nous a exposé toute la question sous la forme la plus grossière.

Maintenant je passe à une autre question théorique qui n'a pas été touchée dans les discussions précédentes ; celle des crises, non pas des crises, comme phénomène spécifique de la période de transition, mais des crises en général. Comme vous savez, entre marxistes la discussion est ouverte là-dessus. Il existe deux formules foncièrement différentes : disproportionnalité et sous-consommation. Dans notre projet, nous éviterons ces formules. Je pense que nous devons trouver une expression plus prudente du processus de décomposition du capitalisme. Nous voyons déjà, c'est un fait empirique, la désagrégation capitaliste; mais dans ce vaste processus nous enregistrons des processus partiels de régénération. Le tableau est donc beaucoup plus varié que nous pensions. Nous devons donc être un peu plus prudents dans nos formules que nous ne l'étions auparavant. Il nous faut chercher une définition plus circonstanciée, une caractéristique plus fine de la période transitoire. Je soulève la question, sans plus long commentaire. Il faut avoir en vue une période plus étendue, les processus fondamentaux de la révolution prolétarienne dans son ensemble et ses processus secondaires. J'entends par là que la révolution prolétarienne n'est pas toute la révolution mondiale et qu'il existe d'autres processus de décomposition qui ont une grande portée révolutionnaire, par exemple les crises nationales. Ce ne sont en aucune façon des révolutions prolétariennes, si on les considère isolément. De même les soulèvements coloniaux de plus en plus fréquents ne sont pas seulement des soulèvements du prolétariat, mais aussi des mouvements de la petite-bourgeoisie et des éléments nationalistes de la bourgeoisie. Pris séparément, ces processus secondaires ne font pas partie de la révolution prolétarienne. Dans la plupart des cas, ils ne sont pas dirigés par le prolétariat. De fait, s'ils étaient isolés, ils joueraient un tout autre rôle. Mais précisément il ne faut pas les isoler. Dans l'histoire du monde, ils ont une portée révolutionnaire. Et lorsque le prolétariat prend la direction de ces mouvements, il conduit les autres classes, parce qu'elles sont des agents de la révolution mondiale.

Cela peut paraître paradoxal, mais c'est ainsi. Boris n'y comprend absolument rien, il

ne voit pas la signification objective de ces processus secondaires.

Il faut mentionner, dans la période de transition et peut-être plus longtemps, la coexistence de formes d'organisation opposées, bourgeoises et prolétariennes, d'une économie prolétarienne et des restes du régime commercial, industriel et financier capitaliste ; le tableau est très bigarré. Nous mentionnerons aussi les diverses organisation capitalistes et les formes initiales de la société en construction.

Nous devons signaler qu'après la conquête du pouvoir politique, nous serons en présence de nouvelles lois de l'évolution sociale. D'abord il y aura la flamme de la révolution, mais aussi certaines lois plus concrètes. Si l'évolution capitaliste n'est que la multiplication des antagonismes, augmentant à chaque étape jusqu'à renverser et faire sauter tout le système de production, après la conquête du pouvoir par le prolétariat la loi générale du développement social ne sera plus l'exaspération, mais la diminution des antagonismes. Un exemple : diverses formes économiques sont en concurrence, si les antagonismes qui les séparent deviennent de plus en plus forts, toute la société saute : mais nous espérons que la concurrence évincera peu à peu les formes économiques qui nous sont hostiles. Les antagonismes qui continueront à exister après la conquête du pouvoir politique deviendront de plus en plus insignifiants jusqu'à leur disparition complète et c'est alors que nous aurons la société communiste. Naturellement des conflits peuvent se produire qui porteront un caractère catastrophique, soulèvements de la bourgeoisie ou des gros paysans, etc. ... Je n'insiste pas, je dis simplement qu'après un certain *laps de temps*, lorsque l'hégémonie économique politique *et culturelle* du prolétariat sera généralement établie, la *loi de l'évolution économique* sera autre.

Nous devons encore mentionner l'idée que pendant la période de transition il est nécessaire de faire un bloc du prolétariat et de certaines catégories de la paysannerie. Quelques remarques à ce sujet. Même à l'intérieur de l'I. C. se fait jour une dangereuse tendance qui ne veut pas comprendre ce problème des rapports du prolétariat et de la paysannerie. Chacun sait maintenant que nous voulons marcher avec les paysans, mais il ne s'ensuit pas que nous fassions disparaître dans la théorie la différence entre le prolétariat et la paysannerie. Il est clair, il est stratégiquement et tactiquement nécessaire que nous considérons les paysans comme nos alliés, mais il ne s'ensuit pas que nous devons nous transformer en parti ouvrier et paysan. Tout au contraire, mieux nous maintiendrons notre caractère prolétarien, et plus notre politique à l'égard de la paysannerie aura de succès.

Nous pouvons tracer un parallèle parfait entre notre bloc et le bloc des classes possédantes. Il y a une plus grande différence entre les gros propriétaires fonciers et la

bourgeoisie industrielle; à mesure que s'accroît le capital financier, avec le système bancaire, les gros propriétaires fonciers commencent à toucher leurs revenus sous forme de dividendes ; pourtant il subsiste de grandes différences entre la bourgeoisie et le gros propriétaire foncier, surtout le féodal ou semi-féodal (non celui qui est comme un entrepreneur capitaliste rural). Mais en dépit de ces divergences, ces classes forment bloc et s'offrent mutuellement un appui constant. A ce bloc nous opposons celui des ouvriers et des paysans. La différence entre le prolétariat et la paysannerie n'a pas plus disparu que celle qui sépare la propriété foncière et le capital bourgeois. Mais, de même que toute la classe dirigeante forme bloc, nous devons, tout le long de la période de transition, pour appuyer, consolider et assurer notre politique, former le bloc du prolétariat et de la paysannerie.

Je passe à la nouvelle politique économique. J'estime que c'est là la partie principale de mon rapport.

D'abord un petit avant-propos. Après l'établissement de la nouvelle politique économique, les communistes russes et aussi nos amis étrangers ont tous ou presque tous eu le sentiment d'avoir fait quelque chose de pas tout à fait orthodoxe et d'avoir à se justifier. Ce sentiment nous amena à considérer la nouvelle politique économique presque exclusivement du point de vue de l'opportunité politique, comme une concession politique à la petite-bourgeoisie. Nous ne pensions pas qu'elle était bonne en soi, ni rationnelle, mais seulement qu'elle était exigée par certaines considérations politiques. C'est ainsi que nous considérions les choses, mais il me semble maintenant que c'est juste le contraire qui est vrai. La seule bonne politique économique du prolétariat, la politique qui assure la croissance des forces de production, est ce que nous appelons la nouvelle politique économique. Le communisme de guerre n'était autre chose qu'un brouillon de cette nouvelle politique économique, un brouillon rendu nécessaire par des considérations politiques, par la guerre civile contre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie. Cette idée doit nous être toujours présente. Je dois m'y arrêter.

Camarades, le fait principal, le phénomène essentiel que le prolétariat victorieux aura devant lui après avoir conquis le pouvoir politique, c'est une extrême diversité des formes économiques. Nulle part, même dans les pays les plus développés au point de vue capitaliste, les forces de production ne sont assez développées pour que toutes les couches intermédiaires aient disparu.

Nul marxiste ne soutiendra que la révolution sociale ne doive se produire que le jour où le dernier petit-bourgeois, le dernier artisan, le dernier petit capitaliste aura disparu. Ce serait là une exagération stupide imaginée par nos adversaires pour tourner Marx en ridicule.

Nous avons toujours tous pensé que la révolution sociale se produirait, non pas quand le dernier paysan aurait disparu, mais quand les antagonismes du système capitaliste auraient engendré des conflits sociaux suffisamment violents. Donc, dans tous les pays sans exception, toutes proportions gardées naturellement, nous aurons affaire aux formes économiques les plus diverses et c'est là le fait essentiel.

Deux autres faits de la vie économique et politique s'y rattachent.

D'abord celui-ci : la diversité des formes économiques correspond à la diversité des classes, aux diverses couches sociales. Si nous avons encore des petites entreprises, nous avons des petits producteurs. Si nous avons une petite exploitation rurale, nous avons des paysans; tant que nous avons des petites entreprises capitalistes, nous avons des petits capitalistes et des artisans. A la diversité des formes économiques correspond la diversité des classes et des couches sociales.

De là découle un dernier fait qui joue un grand rôle après la conquête du pouvoir. Si nous le perdons de vue, nous risquons d'élaborer une politique tout à fait inexacte, inopportune et nuisible. C'est la diversité des motifs économiques, des stimulants économiques : dès que nous avons diverses formes économiques, nous avons aussi divers stimulants économiques. Les motifs qui sont à la base de la production du paysan ne sont pas ceux qui sont à la base de la production du gros capitaliste. Les stimulants des entreprises socialisées sont autres que ceux du gros paysan ; même les stimulants économiques du gros paysan ne sont pas ceux du petit paysan.

Comment se pose donc le problème central de notre politique économique ? C'est le problème de la coordination et de la subordination relative en premier lieu des formes économiques, en second lieu des classes, en troisième lieu des stimulants. Si le terrain est d'une telle diversité, nous avons naturellement à consolider l'hégémonie économique du prolétariat. Nos entreprises socialisées doivent posséder l'hégémonie et toutes les autres formes intermédiaires avec leurs stimulants propres doivent être soumises à cette hégémonie.

C'est en quoi précisément consiste l'art compliqué de la politique économique du prolétariat. Si, comme se l'imagine Boris, « il n'y avait ni différences ni oppositions », nous pourrions réaliser le socialisme d'un seul coup. Toute la période de transition est jetée par dessus bord par notre respecté contradicteur parce qu'elle découle précisément de la nature hétérogène des formes économiques. La période de transition est celle où les plus avancées des formes économiques éliminent les autres par la voie de la concurrence. Nous le voyons donc, le problème essentiel consiste à subordonner entre elles les formes économiques et les classes. C'est chose compliquée, mais c'est la seule façon d'obtenir une juste politique

économique du prolétariat victorieux.

On comprend pourquoi nous ne pouvons pas entreprendre la socialisation complète comme l'entend Boris. Cela serait une caricature. Je me rappelle qu'une fois Trotski, dans une polémique avec les hyper centralistes, disait que leur centralisme consistait à ériger au milieu de la Place Rouge un encrier monstre où tous les écrivains de l'Union Soviétiste devraient venir tremper leur plume. La socialisation totale est impossible parce que les formes économiques, comme nous l'avons dit, sont extrêmement diverses. Nous ne sommes pas à même de la réaliser matériellement : nous n'avons pas l'organisation suffisante pour socialiser tout, jusqu'aux parcelles des paysans. C'est la première raison. La deuxième est politique : c'est que nous dresserions contre le prolétariat vainqueur toute la petite-bourgeoisie et tous les artisans. En troisième lieu, pour socialiser d'un coup une économie disséminée, il nous faudrait une administration gigantesque, dont le coût serait de beaucoup plus lourd que celui de l'anarchie actuelle. On l'a vu dans le communisme de guerre. L'hypercentralisation a précisément entraîné une hypertrophie de l'appareil bureaucratique, qui dévorait tout. Maintenant encore, nous souffrons des suites de cette maladie. Le problème de la consommation productive et de la consommation improductive est un des plus graves qui se posent au prolétariat victorieux.

La nouvelle politique économique est la seule politique économique juste et réelle du prolétariat. Par politique juste, j'entends une politique qui vise à l'accroissement des forces de production. Si en nous plaçant à ce point de vue, nous faisons la comparaison entre la nouvelle politique économique et la politique économique du communisme de guerre, la différence sera très nette.

Qu'était-ce que le communisme de guerre ? C'était la consommation rationnelle des réserves existantes. On saisissait ou réquisitionnait chez chaque paysan, partout, tout ce qu'on pouvait, pour nourrir l'armée et le prolétariat des villes. C'était alors la seule politique praticable, la première manœuvre stratégique qui nous a affermis sur le terrain économique. Nous nous sommes emparés du pouvoir dans les organisations économiques ; nous en avons détruit quelques-unes ; enfin, et c'est la justification du communisme de guerre, nous avons rationnellement réparti entre les consommateurs les réserves disponibles. Nous ne pouvions pas en même temps encourager les forces productrices, cela va de soi. Comment faire progresser l'agriculture, quand nous enlevions tout l'excédent de la récolte ? Ou était le stimulant économique du paysan ? Nous n'avons pas opéré la subordination économique de la petite production, ni par conséquent celle de la classe paysanne et de ses stimulants. C'est pourquoi, au point de vue des forces de production, nous avons subi un recul : les paysans ne

voulaient plus produire.

D'où entre notre politique d'Etat et les stimulants économiques des petits producteurs un conflit qui rendait la coexistence de ces formes économiques impossible et faisait crier les classes atteintes. Il est heureux que nous ayons nous-mêmes donné le coup de barre nécessaire. Nous voyons aujourd'hui où était l'erreur et ce que doit être la vraie politique économique du prolétariat.

Je mentionne ici encore un argument de Boris. Il justifie son idée de socialisation totale en disant que l'économie d'un pays est un tout. Cela peut paraître très radical, mais au fond c'est de l'opportunisme. L'économie est un tout, mais un tout plein d'oppositions. Prolétariat et bourgeoisie forment dans un certain sens un tout social, mais un tout qui contient des contradictions. Les formes économiques aussi sont des phénomènes extrêmement contradictoires. Tout est là; la bourgeoisie a une façon à elle de coordonner ces éléments contradictoires ; nous en voulons une autre. Pour nier le problème, il faudrait admettre que la société est un tout et non un tout dévoré de contradictions.

Continuons. En partant de cette diversité des formes économiques, nous verrons très clairement que les principaux phénomènes qui en découlent sont les conditions diverses du marché.

La partie prolétarienne de l'économie (pour parler comme Boris), c'est à-dire les entreprises socialisées de l'industrie et de l'agriculture, élimineront par la concurrence les formes retardataires du capitalisme privé, les petits producteurs. Auparavant nous pensions à peu près ainsi : nous possédons une partie de l'économie, des éléments qui nous sont socialement hostiles ou semi-hostiles possèdent l'autre; sans en appeler au marché, en nous servant des moyens directs du pouvoir, nous supprimerons ces formes. En réalité, l'expérience, non seulement de la Russie, mais aussi des autres pays, montre qu'on ne sortira de la production anarchique que par le marché, par la concurrence entre l'économie prolétarienne d'Etat, entre les entreprises socialisées et toutes les autres formes économiques. Extérieurement la méthode est celle de l'économie capitaliste. La grosse différence consiste en ce que dans l'économie capitaliste les grandes et moyennes entreprises ont le même contenu social. Au contraire, après la prise du pouvoir, la diversité des formes économiques correspond à l'opposition de leur contenu social. Si des entreprises se trouvent entre les mains du capital privé, il s'établit entre elles et les grosses entreprises prolétariennes, une concurrence qui est une lutte révolutionnaire, une lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Le phénomène prosaïque de la concurrence devient une forme spécifique et nouvelle de la lutte de classe. D'un côté les grosses entreprises avec un contenu prolétarien,

de l'autre des formes qui ont un contenu social tout différent. C'est peut-être ce qu'il importe le plus de comprendre. Car tous les doutes, tous les malentendus, toutes les attaques auxquelles se trouvent en bute la Nep et l'état présent de la Russie s'expliquent par l'incompréhension de cette forme entièrement nouvelle de la lutte de classes qu'est la concurrence économique. Extérieurement, tout demeure à peu près comme sous le régime capitaliste, le producteur reçoit son salaire, tout le processus se déroule comme dans la société capitaliste, mais l'important est que sous cette identité formelle il y a une différence de principe. En traitant de l'économie de la dictature prolétarienne, n'oublions jamais qu'à la diversité des formes économiques répond une non moins grande diversité de contenu social.

A cela se rattache, il me semble, la question de la systématisation de l'économie après la conquête du pouvoir. Nous avons pensé jadis qu'il suffisait de calculer, de mettre sur un plan et de l'appliquer mécaniquement, sans plus. Maintenant, nous voyons que la difficulté est en-bas, dans la réalisation : nous ne pouvons appliquer un plan que si nous possédons la base matérielle indispensable. Cette base existera lorsque les formes économiques retardataires auront été évincées par les grandes entreprises à contenu prolétarien.

On peut établir un certain parallèle entre la production capitaliste et la production de la période de transition. D'un côté nous avons la centralisation du capital et l'éviction des formes retardataires par la concurrence jusqu'au capitalisme d'Etat. Chez nous, de même : éviction des formes économiques retardataires par la concurrence, centralisation des entreprises et, à mesure qu'augmente cette centralisation, création d'une base pour une économie rationnelle. Mais la limite n'est plus le capitalisme d'Etat, c'est le socialisme.

Nous avons donc changé d'idées, mais nous pouvons dire en conscience que seule notre perspective actuelle est bonne, que seule elle est théoriquement fondée et qu'elle est l'arme la plus forte contre toute espèce de pessimisme.

Se plaindre qu'on ait cédé aux petits producteurs, cédé même aux capitalistes et toutes sortes d'autres jérémiades du même acabit c'est n'avoir rien compris aux faits. Dans la phase initiale, la supériorité des grandes entreprises n'apparaît pas, car pendant le processus de désarroi économique général, elles sont difficiles à gérer. Il en est de même dans le domaine commercial : les machines sont là, mais il n'y a pas de demande, pas de capital de roulement pour tout mettre en mouvement. Mais dès que la concurrence commencera entre les grandes et les petites entreprises, nous aurons immédiatement une grande supériorité de la grande production. La capacité de concurrence des grosses entreprises augmentera avec une rapidité croissante. Où voit-on la moindre raison de pessimisme ? Nous aurons à traverser des crises, mais ces crises disparaîtront quand sera réalisée l'économie systématisée. Il se peut que nous

ayons à enregistrer des crises pendant plusieurs dizaines d'années encore, mais l'éviction progressive des formes économiques non prolétariennes est la seule ligne juste, c'est la perspective de victoire de notre développement social.

La contradiction entre la forme capitaliste et le contenu prolétarien est le problème le plus important et aussi le plus obscur. Mais si nous avons compris ce que je viens d'exposer, la chose en elle-même est simple. Nous avons réellement des formes capitalistes, le salariat, la circulation monétaire au lieu de la répartition des produits, les banques et les bourses, oui même des bourses, ce sanctuaire de la classe capitaliste, nous avons la concurrence et même le profit dans nos entreprises d'Etat. Mais nous pouvons faire une comparaison avec le domaine militaire: notre armée est très semblable à une armée bourgeoise. Nous pensions jadis que l'armée prolétarienne devait être autrement bâtie: pas de discipline imposée, mais seulement une discipline consciente. L'expérience a montré qu'il ne saurait être question de discipline consciente au sens littéral du mot, bien que naturellement la conscience joue chez nous un rôle infiniment plus grand que dans les autres armées. Nous appliquons diverses mesures de contrainte, c'est absolument nécessaire, même nous fusillons les déserteurs. C'est bien le plus haut degré de la contrainte étatique. Ainsi la structure de notre armée est semblable à celle de l'armée bourgeoise. Mais le caractère social est autre, et c'est ce qui importe.

De même la nouvelle politique économique, qui n'est déjà plus si nouvelle, renferme de grandes contradictions, non seulement entre la forme et le contenu, mais encore d'une nature plus sérieuse, surtout dans la phase initiale de la politique économique du prolétariat. Notre économie socialisée se développe, mais l'économie petite-bourgeoise se développe parallèlement. De là une contradiction entre la logique de notre économie et la logique de l'économie des petits capitalistes et des commerçants privés. Ce n'est déjà plus une opposition de forme à contenu, mais une opposition entre formes et forces sociales. C'est naturellement la lutte de classe, sous sa nouvelle forme de l'efficacité économique, qui décidera. Encore un éclaircissement. J'ai dit que nous arriverons au socialisme à travers certains combats économiques pendant lesquels les grandes entreprises seront entre les mains du prolétariat. En réalité le processus n'est pas aussi simple, parce que la dictature prolétarienne peut coopérer avec les petits producteurs soumis à son hégémonie. Cela intéresse particulièrement la paysannerie. On peut envisager une situation où le prolétariat et les grandes entreprises prolétariennes font bloc avec les petits producteurs, coopèrent avec eux. Ces petits producteurs, avec l'entreprise privée, constituent un facteur qui n'est pas à négliger.

Quelques remarques sur le communisme de guerre feront à comprendre que ce n'est pas la nouvelle politique économique qui est une correction du communisme de guerre, mais bien au contraire que c'est elle la seule politique rationnelle du prolétariat, et que le communisme de guerre en était seulement une variante. Comment cela ? parce qu'il n'était pas dicté par des raisons économiques, mais par les exigences de la lutte politique. Il y a dans bien des cas conflit entre les exigences économiques et les nécessités de la guerre politique. Pendant la période d'insurrection par exemple, nous détruisons ; lorsque nous défendons la patrie, nous défendons pareillement. Quand nous faisons la guerre à la bourgeoisie et que nous devons briser la petite-bourgeoise, nous devons prendre des mesures en conséquence : nous devons saisir les sources de leur richesse *matérielle*. Nous avons tout enlevé au paysan. C'était *une nécessité*. Mais *une* nécessité d'ordre militaire. Si nous avions *agi autrement*, nous aurions été battus. Or, la victoire *était* la *condition* préalable de tout notre développement ultérieur. *C'est tout* le communisme de guerre.

Je le répète et j'insiste, ces exigences de la guerre politique entraînaient inévitablement dans le domaine économique une chute de la production. Une fois les buts politiques atteints, notre pouvoir consolidé, la dictature du prolétariat mise sur pied — elle est solide, et l'hégémonie du prolétariat est déjà un fait et il ne s'agit plus que de mettre en mouvement la production pour l'agrandir — le communisme de guerre devait disparaître. Je ne pose pas la question de savoir laquelle des deux politiques doit être antérieure. Chez nous la politique de guerre a précédé la nouvelle politique économique. Il se peut que dans d'autres pays il en soit autrement. Là où la bourgeoisie aura été renversée assez vite et où le prolétariat sera plus avancé, il pourra être dès le début opportun et nécessaire de pratiquer la nouvelle politique économique. Mais si vient après le blocus, il faudra en venir à la méthode des réquisitions. D'une façon générale dans la plupart des pays, la politique de guerre sera nécessaire, ne fût ce que pour la raison que la bourgeoisie sera en état d'opposer au prolétariat une forte résistance. Mais ce qui importe, c'est que tous nos partis sachent faire la différence entre opportunité politique et opportunité économique et combiner ces deux opportunités selon la situation.

Je termine. Mais je voudrais dire encore quelques mots de la question agraire Elle a été passablement discutée dans nos congrès. Nous avons les thèses de Lénine et les travaux des commissions. Elle mérite cependant quelques remarques encore, Il y a dans nos rangs une tendance qui, me semble-t-il, peut devenir très dangereuse.

Entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale, cette question creuse un abîme. Il est absolument vrai que la II<sup>e</sup> Internationale n'a accordé presque aucune attention au problème paysan et agraire. Cependant quelques-uns de nos camarades ont tendance à déduire de notre attitude à

l'égard de la paysannerie cette idée que dans l'agriculture la petite exploitation est presque aussi bonne que la grande exploitation. Nous devrions, d'après eux, organiser des partis paysans ou transformer nos partis en partis ouvriers et paysans. Nous devons souligner au contraire, que nous sommes en principe partisans de la grande exploitation agricole. Nous estimons qu'elle est un progrès et que par elle seulement nous développerons les forces productives de l'agriculture.

Seulement la question ne se pose plus comme autrefois. Avant la guerre, au temps de ce qu'on appelle le capitalisme normal, nous avions à balayer les survivances du régime féodal pour dégager notre futur champ de bataille. Nous demandions : qui vaincra, de la grande entreprise ou de la petite ? et à l'inverse des révisionnistes nous répondions : la grande exploitation marque un progrès sur la petite. Aujourd'hui nous n'avons plus à faire des pronostics sur le développement de l'économie rurale. Il s'agit de nous trouver un allié contre le capitalisme. C'est une orientation toute nouvelle. Pour cela, aux dépens de la grosse propriété foncière, nous pouvons admettre le morcellement de l'agriculture pour nous gagner les sympathies des paysans, puisque c'est là le but. Il ne s'agit plus d'épiloguer sur la supériorité de la grande exploitation, mais de trouver le moyen de briser le capitalisme. De là découle tout le reste. Pour garder avec nous la paysannerie, nous devons lui donner quelque chose et ce quelque chose diffère selon les pays et selon l'importance sociale relative de la population paysanne. Ces revers du processus révolutionnaire seront compensés plus tard, puisque nous avons les prémisses de la dictature, toute l'industrie entre nos mains et que nous avons la possibilité d'appliquer à l'agriculture des procédés beaucoup plus progressifs.

Il y a ici une remarque importante à faire au point de vue de la théorie. Une des plus grandes contradictions du système capitaliste est que, surtout dans les dernières décades une sorte d'abîme s'est creusé entre l'industrie et l'agriculture. Il y a une disproportion croissante entre l'augmentation des forces productives de l'industrie et de l'agriculture. Je ne puis pas ici en donner une explication détaillée. Mais le phénomène essentiel est l'apparition de la « troisième rente », comme les camarades peuvent le lire au troisième tome du *Capital*. C'est un fait absolu : la paralysie du progrès technique, les obstacles de toute sorte à la production mécanique dans l'agriculture, etc... tout cela vient de la rente absolue. Et c'est pour la même raison que nous constatons une disproportion de développement entre l'agriculture et l'industrie. L'économie rurale, s'est trouvée pour ainsi dire sous le joug de l'industrie : nous pouvons l'en libérer et nous l'en libérerons en abolissant cette disproportion inhérente au système capitaliste. Si, au point de vue économique, nous perdons au morcellement de gros domaines, cette perte sera largement compensée par l'abolition de la rente absolue, par la

coopération paysanne et par l'intervention systématique de l'industrie socialisée dans l'agriculture. Il convient de mentionner ici ce que Lénine a écrit dans son dernier article. Nous avons eu une forme spéciale de « socialisme agraire » même en pleine prospérité capitaliste. C'était une idéologie tout à fait originale. Elle avait sa base matérielle dans l'organisation des paysans sous l'hégémonie des gros propriétaires et du clergé, syndicats agricoles, coopératives et autres institutions, comme par exemple au Danemark. De là le « socialisme agraire » et le « socialisme coopératif ». Naturellement, c'était là une utopie, c'était une illusion semi-capitaliste de croire que les tendances surgies sur ce terrain pourraient s'opposer au capitalisme. Mais tout change après la dictature prolétarienne. Jusque là toutes ces institutions se développaient dans le cadre du capitalisme et sous la férule de l'Etat capitaliste. Elles poussaient sur le corps de l'Etat et de l'économie capitaliste. Mais une fois établie la dictature prolétarienne, une fois l'industrie socialisée, leur progrès dénote leur adaptation à l'organisme économique du prolétariat.

La question se pose donc de façon toute différente pour l'époque de la dictature prolétarienne et pour nous elle est d'une importance primordiale.

Camarades, nous estimons qu'outre les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès, nous devons avoir dans notre programme une partie tactique et stratégique.

Nous élaborerons ce programme, à condition que les camarades s'y intéressent ne fût-ce qu'un petit peu. Il est absolument inadmissible qu'un Boris soit le seul à intervenir de toute l'Internationale. C'est un symptôme dangereux, car cette négligence de la théorie a toujours été la source de tendances réformistes. Presque dans tous les partis, et dans le parti russe aussi la négligence de la théorie n'a jamais été que l'expression d'un opportunisme qu'il faut combattre. Il faut que nous nous dressions avec la dernière énergie contre le scepticisme. Nous avons assez de force dans l'Internationale pour donner une solution définitive à la question théorique. (*Applaudissements.*)

### **Troisième contribution**

**Notice** : Extrait de *La correspondance Internationale*, 5 août 1924, n°53, p. 551, numéro spécial du V<sup>e</sup> Congrès de l'IC, 19<sup>e</sup> séance, intervention contre Bordiga (version abrégée).

## **V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste**

19<sup>e</sup> séance, 28 juin 1924

## Débat de la Commission politique

(Intervention de Boukharine contre Bordiga)

BOUKHARINE: Dans son contre projet, Bordiga préconise sa tactique abstentionniste. Il s'abstient même de la justifier, bien que nous lui ayons proposé d'ajourner d'un jour le vote afin de lui donner le temps de rassembler des arguments.

Nous ne venons donc pas ici discuter contre Bordiga, nous nous contenterons de combattre le Bordiganisme tel qu'il apparaît dans notre parti italien. Bordiga dit qu'il défend le marxisme contre l'opportunisme de l'Exécutif. Mais c'est lui qui manifeste des tendances révisionnistes, bien que sous une forme peu ordinaire. Marx avait toujours en vue les masses. Bordiga et ses partisans les oublient complètement. Un des derniers numéros du *Stato Operaio* définit de la façon suivante le rôle du parti : « A la minorité terroriste de la bourgeoisie, nous opposons la minorité terroriste du prolétariat ». Un enfant même comprendra qu'il n'y a pas là un atome de marxisme. Cette définition montre que l'auteur de l'article comprend moins les masses que Mussolini. Nous, marxistes, nous avons appris de Marx et même de Lassalle que la classe ouvrière doit vaincre parce qu'elle met en mouvement les masses contre l'appareil de l'Etat bourgeois. Il y avait également chez nous des gens qui partageaient les vues bordiganistes. Mais ce n'étaient pas les bolcheviks, c'étaient les socialistes-révolutionnaires, les pires adversaires du marxisme. Chez le prolétariat, c'est la masse qui compense les autres moyens de lutte qui lui manquent.

Bordiga nous reproche d'être pessimistes ; c'est plutôt sa conception à lui qui est pessimiste. Nous lisons dans ses thèses : c'est une illusion enfantine que de s'imaginer que nous pouvons conquérir les masses alors que règne le fascisme. Voilà une idée qui n'a évidemment rien de commun avec le marxisme. Bordiga et ses amis ne comprennent pas le rôle des masses, ils veulent transformer le parti en une secte et de cette erreur découle toutes les autres. L'Internationale ne le permettra pas.

Nous disons : Nous devons gagner la majorité du prolétariat : le plus sera le mieux. Le point de vue de Bordiga semble signifier : le moins sera le mieux. . C'est là dessus que se fonde l'opposition de gauche qui doit sauver l'Internationale des tendances opportunistes.

De ce point de vue découle l'opposition au front unique. Bordiga pose la question de telle façon que d'après lui nous ne pouvons le proposer qu'aux organisations non politiques,

syndicats, comités d'usines, etc., mais en aucun cas aux organisations politiques. Il me semble que la cause de ce point de vue est encore dans son pessimisme. Nous ne sommes pas des pessimistes, nous sommes convaincus que l'exaspération de la lutte de classe finira par scinder les partis opportunistes et qu'une partie viendra vers nous. C'est à nous de hâter ce moment. La théorie de la minorité est capable de ruiner pour de longues années, non seulement le parti, mais tout le mouvement ouvrier d'un pays. Nous ne devons pas le permettre. Si nous n'avons pas besoin de majorité, à quoi nous servent la fusion, la création des cellules communistes.

Nos camarades de la gauche italienne sont très braves, ils sont si braves qu'ils n'hésitent pas à nier les faits. Par exemple, il y a eu un gouvernement ouvrier en Russie, en Hongrie, également en Saxe (bien qu'en ce dernier pays il n'ait pas été excellent), mais pourtant le gouvernement ouvrier est un fait. Bordiga nie courageusement les faits lorsqu'ils ne concordent pas avec ses théories de minorité terroriste. Pour le moment, il ne nie pas encore que nous ayons eu ici une révolution prolétarienne.

J'espère qu'il ne le fera jamais. Ils disent que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est un mot d'ordre opportuniste et dangereux qui ne peut conduire à la révolution. Que font-ils de l'expérience de la révolution russe ? Avec notre tactique nous avons gagné la révolution. Avec leur tactique, ils ont perdu la leur. Et maintenant ils viennent nous dire que nous sommes opportunistes et qu'ils veulent nous sauver de l'opportunisme. Non, camarade Bordiga, vous voulez inconsciemment nous sauver... de la victoire.

Maintenant quelques mots sur la discipline internationale. Nous lisons dans le journal mentionné plus haut : « La tactique fusionniste de l'Internationale n'a pas d'utilité et il est nécessaire que notre parti s'y oppose activement et résolument. Assez parlé de discipline. Quand l'Internationale va à droite, nous devons former une fraction de gauche »... il n'est pas question ici d'une fraction anticommuniste. Nous voyons ici, tout au moins une tendance vers le tranmaélisme.

Nous devons nous y opposer énergiquement. Bordiga nous accuse d'adopter des résolutions sans aucune discussion. Il parle ainsi, après que nous avons tout fait pour lui permettre d'exposer son point de vue. Il est maintenant en bonne compagnie, en compagnie de Souvarine. Et s'il veut nier qu'il soutient la droite, nous devons lui déclarer que lui-même, sans doute inconsciemment, se trouve dans le plan de la droite.

L'attitude actuelle de Bordiga date de nombreuses années. Mais il s'était soumis tant que Lénine le combattait. Aujourd'hui, il se dit : Lénine n'est plus, nous pouvons former une fraction.

Bordiga et ses partisans sont, dans un certain sens, d'excellents révolutionnaires. Mais

ce qu'ils font ici ne peut avoir que de mauvaises conséquences. Nous surprenons parfois chez eux des paroles très dangereuses, particulièrement au sujet de la discipline internationale. Le point de vue de Bordiga doit être combattu énergiquement, car nous voulons en Italie la victoire et non la défaite, un parti de masse et non une secte de héros. C'est avec les masses que nous vaincrons, même en Italie. C'est pourquoi, à ces petits groupes d'opposition, nous opposons l'organisation révolutionnaire de masses qui conduira le prolétariat italien à la victoire. (*Applaudissements.*)

### **Quatrième intervention**

**Notice** : publié dans *La Correspondance Internationale*, 1924, n°56, spécial V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 12 août 1924, p. 600. Version abrégée.

WH 1138 (version intégrale)

## **V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste**

*31<sup>e</sup> séance, 8 juillet 1924*

### **Rapport de Boukharine pour la Commission du Programme**

BOUKHARINE: Les travaux de la Commission du programme se présentent de la façon suivante : à la Commission proprement dite, dans la sous-commission spéciale et dans les petites commissions, nous avons adopté certains amendements. Dans l'ensemble, nous avons environ apporté une cinquantaine de modifications, d'ordre secondaire. La majorité des délégations sont d'accord sur le fond. Il ne reste qu'à réviser la forme. C'est pourquoi je vous propose d'adopter la résolution suivante :

« 1. Le Congrès accepte le projet élaboré par la Commission du Programme comme base pour la discussion dans les Sections.

2. Une Commission de Rédaction est chargée de la rédaction définitive du projet conformément aux résolutions de la Commission.

3. Le Congrès propose l'institution par l'Exécutif d'une Commission permanente du programme, qui publiera le plus vite possible le Projet avec les matériaux explicatifs, afin d'orienter la discussion internationale et de la rendre féconde.

4. La décision définitive sur le programme est réservée au prochain congrès ».

Nous proposons deux commissions de rédaction. La première s'occupera d'urgence de perfectionner le projet général au point de vue du style et je crois qu'elle doit être choisie immédiatement par le Congrès. Nous proposons la composition suivante : les deux auteurs du projet fondamental, Boukharine et Thalheimer, et un représentant de la délégation allemande. La seconde, permanente, sera choisie par l'Exécutif élargi. Je m'associe au souhait que toutes les sections prennent position sur notre Projet pour le prochain Congrès. Nous avons déjà des matériaux suffisants et toutes les Sections doivent se faire un devoir d'ouvrir une sérieuse discussion.

Les deux motions de Boukharine sont adoptées à l'unanimité.